

Communiqué de presse

Stratégie Genre et Développement : Messieurs et Madame la ministre, il n'est plus temps de tergiverser !

Paris, le lundi 7 mars – A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, Coordination SUD appelle le gouvernement à respecter ses engagements en matière d'égalité femmes-hommes. A un an du terme de la Stratégie « Genre et Développement », celui-ci doit attribuer un budget clair et substantiel à sa mise en œuvre.

La promotion de l'égalité femmes-hommes était l'un des engagements du candidat Hollande il y a quatre ans. Sur le plan international, le bilan est plutôt positif : la France a multiplié les prises de paroles offensives dans les enceintes onusiennes et lancé la Stratégie Genre et Développement en juillet 2013. Cependant, la traduction concrète de la volonté politique affichée se fait encore attendre.

« *Le symbole du 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, souligne que les progrès doivent être accomplis à l'échelle mondiale* », rappelle Philippe Jahshan, président de Coordination SUD. « *A ce titre, la politique de développement française, doit jouer pleinement son rôle pour accélérer la marche vers l'égalité femmes-hommes conformément à la loi du 7 juillet 2014* », complète encore Philippe Jahshan.

La dynamique lancée en 2013 est intéressante, mais reste très loin d'avoir atteint ses objectifs. Des activités de sensibilisation ont été menées, mais au-delà, il faut plus de formation. De grands événements se sont tenus, mais demeurent des exercices de communication entraînant peu d'activités opérationnelles. Enfin, les projets en cours ne sont pas suffisamment structurants, car trop courts et sous-financés.

« *Le gouvernement ne doit pas laisser retomber le soufflé, sous peine de perdre le bénéfice de ses premiers efforts. Et pour relancer la machine, il n'y a qu'une seule solution : attribuer un budget significatif à la mise en œuvre de la « Stratégie Genre et Développement ».* Il ne reste qu'un an avant son terme, il n'est plus temps de tergiverser », souligne Adeline Mazier, secrétaire générale et référente Genre au conseil d'administration de Coordination SUD. La préparation du projet de loi de finances 2017 représentera l'ultime occasion d'opérer le virage nécessaire.

C'est le gouvernement dans son ensemble qui doit se mobiliser : Manuel Valls d'abord, puisqu'il dirige le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (Cicid), qui avait entériné cette stratégie en 2013. Jean-Marc Ayrault et André Vallini, en charge de la politique de développement, doivent faire preuve d'une attitude volontariste. Enfin, Laurence Rossignol en charge des droits des femmes, devra jouer son rôle pleinement.

« *La nouvelle ministre des Droits des femmes s'exprimera la semaine prochaine aux Nations unies pendant la Commission sur le Statut des Femmes, où elle portera probablement une position forte. Mais pour que ses propos soient convaincants, elle devra démontrer, à son retour à Paris, qu'elle peut imposer à nouveau les droits des femmes comme une thématique prioritaire de cette fin de quinquennat et l'intégration de la question genre et développement par le reste de l'équipe gouvernementale* », juge Nicolas Rainaud, chef de file de la commission Genre et développement de Coordination SUD.

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 160 ONG, dont les 3/4 via six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.